

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 1997-1998

3 JUILLET 1998

PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :

**l'Accord de partenariat économique,
de coordination politique et
de coopération entre
la Communauté européenne et
ses Etats membres, d'une part,
et les Etats-Unis mexicains, d'autre part,
et à l'Acte final,
faits à Bruxelles le 8 décembre 1997**

Exposé des motifs

Historique

Sur le plan de son économie, le Mexique a vécu dans une large mesure sous la dépendance des Etats-Unis et cette tendance s'est encore renforcée depuis son adhésion à l'ALENA.

Depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1994, de l'Accord de libre-échange nord-américain, les exportateurs européens ont plus en plus de mal à se placer sur le marché mexicain face à leurs concurrents américains.

Pour la période de 1990 à 1993 notamment, alors que le total des importations mexicaines augmentait de 50 %, la part de marché détenue par les Européens stagnait aux alentours de 12 % et la part des Américains régressait de 74,6 % à 69,3 %. A partir de 1994 toutefois, cette tendance s'est inversée, la part de marché européenne dégringolant à quelque 6 % et la part américaine montant à 75 %.

Avec la poursuite du démantèlement des tarifs douaniers dans le cadre de l'ALENA, on peut s'attendre à ce que cette

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

GEWONE ZITTING 1997-1998

3 JULI 1998

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

**de Overeenkomst inzake
economisch partnerschap,
politieke coördinatie en samenwerking
tussen de Europese Gemeenschap en
haar Lid-Staten, enerzijds,
en de Verenigde Mexicaanse Staten,
anderzijds, en met de Slotakte,
opgemaakt te Brussel op 8 december 1997**

Memorie van toelichting

Achtergrond

Economisch is Mexico steeds sterk aangewezen geweest op de V.S., een tendens die nog versterkt is met de toetreding van het land tot de NAFTA.

Sedert de inwerkingtreding van het Noord-Amerikaanse vrijhandelsakkoord op 1 januari 1994 ondervinden Europese exporteurs in toenemende mate een handicap op de Mexicaanse markt t.o.v. Amerikaanse concurrenten.

Terwijl de totale invoer van Mexico in de periode 1990-1993 steeg met 50 %, stagneerde het Europese marktaandeel op ca. 12 % en daalde het VS-aandeel van 74,6 % tot 69,3 %. Deze trend werd echter omgebogen vanaf 1994 met een daling van het Europese marktaandeel tot ca. 6 % en de stijging van het VS-aandeel tot 75 %.

Met de verdere tariefafbouw in het kader van NAFTA mag men zich verwachten aan een verderzetting van deze

tendance se maintienne. La prédominance croissante des Etats-Unis se fait également sentir dans le secteur des services.

Bien que l'Union européenne (U.E.), avec 20 % des investissements directs, reste un investisseur étranger important, les investissements américains augmentent à un rythme beaucoup plus rapide, ce qui a pour effet, par ricochet, de stimuler les exportations américaines.

Après le pôle de croissance asiatique, les économies latino-américaines connaissent la croissance la plus rapide au monde. Le Mexique est la principale nation commerçante et son poids économique, en termes de volume commercial, est supérieur à celui de tous les autres pays latino-américains réunis.

De son côté, le Mexique lui aussi intérêt à s'ouvrir vers l'Europe. Pour le moment, les exportations mexicaines vers la C.E. restent très limitées et le déficit de la balance commerciale persiste. Mais tout montre que les Mexicains souhaitent de surcroît élargir leurs relations extérieures et se débarrasser de l'influence américaine, une influence qui se fait sentir non seulement au niveau économique et commercial mais aussi dans les domaines de la politique et de la culture, dans celui de la lutte contre les stupéfiants et de la politique d'immigration.

Réchauffement des relations

Les relations entre le Mexique et l'U.E. étaient régies jusqu'ici par l'Accord de coopération de 1991. Les deux parties avaient cependant émis le voeu de resserrer les liens entre elles. Une nouvelle impulsion fut donnée au cours du deuxième semestre de 1993, pendant la présidence belge, ce qui déboucha sur la déclaration du Conseil européen de Corfou (juin 1994), mettant l'accent sur l'importance toute particulière du Mexique. Le Conseil européen de Essen vint confirmer cette déclaration et invita la Commission à formuler des propositions pour un nouvel instrument de coopération.

Le 2 mai 1995, le Mexique et l'U.E. ont ensuite signé à Paris une déclaration solennelle dans laquelle les deux parties, à côté de leur intention de développer un dialogue politique renforcé et d'élargir la coopération entre elles, s'engagent en outre à "instaurer un cadre qui soit de nature à favoriser le développement du commerce des biens, des services et des investissements réciproques, en ce compris une libéralisation progressive et réciproque, compte tenu de la sensibilité de certains produits et conformément aux règles pertinentes de l'OMC".

Cette déclaration marquait le point de départ d'un processus qui allait déboucher sur l'adoption d'un accord de coopération ambitieux, accord qui devait à son tour ouvrir la voie à la création d'une zone de libre-échange. Des divergences autour de l'interprétation de l'objectif proposé

tendens. De groeiende dominantie van de V.S. is evenzeer voelbaar in de dienstensector.

Hoewel de E.U. een belangrijke buitenlandse investeerder blijft met 20 % van de directe investeringen, groeien de Amerikaanse investeringen in een veel sneller tempo, wat op zijn beurt tot meer V.S.-export leidt.

Na de Aziatische groeipool, groeien de Latijns-Amerikaanse economieën sneller dan waar ook ter wereld. Mexico is de belangrijkste handelsnatie in dit gebied, en weegt in termen van handelsvolume zwaarder dan de andere Latijns-Amerikaanse landen samen.

Mexico zelf heeft eveneens belang bij een opening naar Europa. Vooreerst blijft het Mexicaanse export naar de E.G. zeer beperkt en houdt het handelstekort aan. Er is ook een algemeen waargenomen Mexicaanse wens om de buitenlandse betrekkingen te verruimen en zich te ontdoen van de Amerikaanse invloed die zich niet alleen op economisch en commercieel vlak laat gelden, maar ook op politiek en cultureel gebied, en inzake strijd tegen de verdovende middelen en immigratiebeleid.

Opwaardering van de betrekkingen

Tussen Mexico en de E.U. is tot op heden een samenwerkingsakkoord van 1991 in voege. Van beide zijden werd echter de wens uitgedrukt de relaties nauwer aan te halen. De betrekkingen kregen een nieuwe impuls tijdens het Belgisch voorzitterschap in de tweede helft van 1993, wat leidde tot de verklaring op de Europese Raad van Korfoe (juni 1994), waarin het bijzondere belang van Mexico werd beklemtoond. De Europese Raad van Essen bevestigde deze stelling en vroeg de Commissie en de Raad voorstellen te formuleren voor een nieuwe verdragsrelatie.

Op 2 mei 1995 ondertekenden Mexico en de Unie te Parijs een plechtige verklaring, waarin ze zich verbinden naast de uitbouw van een versterkte politieke dialoog en verruimde samenwerking, tot "het creëren van een gunstig kader voor de ontwikkeling van de goederen- en diensthandel en wederzijdse investeringen, met inbegrip van geleidelijke en wederzijdse liberalisering, rekening houdend met de gevoeligheid van bepaalde producten en in overeenstemming met de pertinente regels van de WHO".

Deze verklaring vormde het uitgangspunt van een proces dat zou leiden tot een ambitieuze samenwerkingsovereenkomst, die de weg zou moeten vrijmaken voor een vrijhandelszone. De uiteenlopende interpretatie van de in deze verklaring vooropgestelde doelstelling heeft echter tot een

dans la déclaration, ont toutefois rendu le processus de négociation lent et difficile, tant au sein de l'Union européenne qu'avec les Mexicains eux-mêmes.

Le mandat de négociation

Aux termes des directives de négociation d'octobre 1995, la Commission proposait la libéralisation progressive et réciproque des échanges, le droit d'établissement et de prestation de services, la libéralisation des mouvements de capitaux et des paiements, ainsi que l'accès aux marchés publics. Le mandat prévoyait en outre un large éventail de formes de coopération économique et l'institutionnalisation du dialogue politique.

C'est surtout le volet commercial du projet de mandat qui suscita des difficultés au Conseil et, notamment le choix d'un calendrier pour la mise en œuvre d'une zone de libre-échange. Se basant sur le mécanisme prévu par les accords avec le Chili et le Mercosur (objectifs de libéralisation en deux étapes, sur la base de deux accords), la majorité des Etats membres souhaitait que l'on se borne, dans une première phase, à préparer la libéralisation commerciale sans en définir les modalités.

Cette attitude plutôt défensive était dictée surtout par les incertitudes planant sur les conséquences que cette initiative et d'autres initiatives en matière de libre-échange entraîneraient pour l'agriculture européenne et aussi par le manque de transparence au niveau des règles d'origine.

Le 13 mai 1996, le Conseil a pu trouver une formule de compromis aux termes de laquelle un "Conseil conjoint" aurait compétence pour décider du calendrier de la libéralisation commerciale. Ce mécanisme permettait de préparer et de mettre en œuvre la libéralisation tant des biens que des services, en deux étapes certes, mais dans le cadre d'un seul accord.

La réaction mexicaine

Les premières négociations avec le Mexique capotèrent immédiatement (octobre 1996). La délégation mexicaine proposait des modalités de négociation totalement différentes, incompatibles avec le mandat de l'U.E.

Sur la base d'un "mémoire d'entente", le "Conseil conjoint" fixerait les modalités de la libre circulation des marchandises (à l'exclusion des secteurs importants pour l'U.E. tels que la libéralisation du commerce des services, des marchés publics et des mouvements de capitaux). Le nouvel accord ne serait signé qu'au terme de ces négociations sur la libre circulation des marchandises.

Ceci montrait une fois de plus que, pour le Mexique, l'objectif était surtout d'atteindre à un meilleur équilibre de la balance commerciale avec l'U.E., via le libre accès au marché.

tijdrovend en moeizaam onderhandelingsproces geleid, zowel binnen de Unie als met de Mexicanen zelf.

Het onderhandelingsmandaat

In de onderhandelingsrichtsnoeren van oktober 1995 stelt de Commissie een geleidelijke en wederzijdse liberalisering van het handelsverkeer voor, recht van vestiging en van dienstverlening, vrijmaking van het kapitaal- en betalingsverkeer en toegang tot overheidsopdrachten. Het mandaat voorziet verder in een ruime waaier van economische samenwerkingsvormen en geïnstitutionaliseerde politieke dialoog.

De Raad had het vooral moeilijk met het handelsluik van het ontwerp-mandaat, en met name met de vraag volgens welk tijdschema een vrijhandelszone kon worden ingevoerd. In overeenstemming met de aanpak voorzien in de akkoorden met Chili en Mercosur (liberaliseringsdoelstelling te verwezenlijken in twee etappes, op basis van twee akkoorden), wenste een meerderheid van de Lid-Staten zich in een eerste fase te beperken tot een loutere voorbereiding van een nog niet nader gedefiniëerde handelsliberalisering.

Deze eerder defensieve houding werd vooral ingegeven door de onzekerheid over de gevolgen van deze en andere vrijhandelsinitiatieven voor de Europese landbouw en onduidelijkheid over de oorsprongsregels.

Op 13 mei 1996 kon de Raad een compromis-formule vinden, waarbij een "Gemengde Raad" beslissingsbevoegdheid zou krijgen inzake handelsliberalisering, een mechanisme dat het mogelijk zou maken in twee etappes maar binnen het kader van een enkel akkoord de liberalisering van zowel goederen als diensten voor te bereiden en uit te voeren.

Mexicaanse reactie

De eerste gesprekken met Mexico (oktober 1996) liepen onmiddellijk spaak. De Mexicaanse delegatie stelde een volledig andere onderhandelingsmethodiek voor, die onverenigbaar was met het E.U.-mandaat.

De "Gemengde Raad" zou op basis van een "memorandum of understanding" de modaliteiten vastleggen voor het vrij verkeer van goederen (met uitsluiting van de voor de E.U. belangrijke sectoren zoals vrijmaking van het dienstenverkeer, overheidsopdrachten en kapitaalverkeer). Het nieuwe akkoord zou slechts ondertekend worden na de afronding van deze onderhandelingen over het vrij verkeer van goederen.

Waarmee nogmaals duidelijk werd dat het Mexico vooral te doen was om via markttoegang meer evenwicht te bekomen in de handelsbalans met de E.U.

Une nouvelle formule

Afin d'éliminer ce désaccord fondamental, on imagine un schéma de négociation qui tienne compte à la fois, en principe, de la libéralisation immédiate du commerce exigée par les Mexicains et de la libéralisation plus large s'étendant aux services, aux investissements, aux mouvements de capitaux et aux marchés publics, qui est le voeu de la Communauté.

Une lecture flexible du mandat a permis de mettre au point une structure double :

- Toutes les dispositions du mandat ont été reprises dans un accord de base (" accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération "). Dans la perspective d'une libéralisation générale du commerce, un mécanisme de décision a été prévu tant pour les biens que pour les services, à savoir, le " Conseil conjoint ", qui a compétence pour fixer les modalités de la libéralisation dans l'un et dans l'autre de ces deux domaines. En raison de son caractère mixte, cet accord ne pourra entrer en vigueur qu'après ratification par le Mexique, par la Communauté et par tous les Etats membres.
- D'autre part, un accord intérimaire (" accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement ") reprend exclusivement les dispositions communautaires de la convention de base (le commerce des biens ainsi que d'autres questions telles que les marchés publics, les règles de concurrence, la propriété intellectuelle). L'accord renvoie au même " Conseil conjoint ", qui décidera du calendrier et des modalités de la libéralisation du commerce des biens.

En pratique, cela signifie que dès après la signature des deux accords, des négociations pourront être engagées sur les modalités de la libéralisation pour les biens comme pour les services. Pour l'entrée en vigueur d'un accord éventuel sur les services, il faudra cependant attendre la ratification de l'accord de base par le Mexique et par les Etats membres.

Pour assurer, dans la mesure du possible, la libéralisation simultanée des biens et des services, souhaitée par l'U.E., une déclaration commune serait jointe à l'Acte final, par laquelle les parties se promettent d'engager et, dans la mesure du possible de conclure, en même temps que les négociations sur le commerce des biens, des négociations relatives aux services, afin que les résultats des négociations sur les services puissent entrer en vigueur le plus rapidement possible.

Conclusion et signature des accords

Le 12 juin 1997, la Commission et la délégation mexicaine ont pu s'entendre sur les textes des deux accords.

Een nieuwe formule

Om deze fundamentele onenigheid weg te werken werd een onderhandelingschema uitgedacht dat in principe zou tegemoet komen aan de eisen van Mexico inzake onmiddellijke handelsliberalisering én aan de zorg van de Gemeenschap om tot een ruimere liberalisering te komen, inbegrepen diensten, investeringen, kapitaalbewegingen en overheidsmarkten.

Op basis van een soepele interpretatie van het mandaat werd een dubbele structuur uitgebouwd :

- In een basis-overeenkomst (" overeenkomst inzake economisch partnerschap, politieke coördinatie en samenwerking ") werden alle bepalingen van het mandaat opgenomen. Met het oog op een algemene handelsliberalisering werd zowel voor goederen als voor diensten een beslissingsmechanisme voorzien, de " Gezamenlijke Raad " die in beide domeinen bevoegdheid heeft voor het vastleggen van de modaliteiten van de liberalisering. Wegens haar gemengd karakter zal deze overeenkomst evenwel pas na de ratificatie door Mexico, de Gemeenschap én door alle Lid-Staten kunnen in werking treden.
- In een tussentijdse overeenkomst (" interim-overeenkomst over handel en aanverwante aangelegenheden ") zijn daarentegen uitsluitend de communautaire bepalingen opgenomen van de handelsovereenkomst (goederen, evenals aangelegenheden als overheidsmarkten, mededingingsregels, intellectuele eigendom). De interim-overeenkomst verwijst naar dezelfde " Gezamenlijke Raad " die beslist over de kalender en modaliteiten van de liberalisering van de goederenhandel.

Praktisch betekent dit dat onmiddellijk na de ondertekening van de beide overeenkomsten kan onderhandeld worden over de liberaliseringsmodaliteiten van zowel goederen als diensten. Voor een inwerkingtreding van een eventueel akkoord over diensten dient echter gewacht te worden op de ratificatie van de basisovereenkomst door Mexico en de Lid-Staten.

Om de door de E.U. nagestreefde simultane liberalisering van goederen en diensten zoveel mogelijk te waarborgen zou een gemeenschappelijke verklaring bij de Slotakte worden opgenomen, waarin de Partijen zich verbinden tot het opstarten en zo mogelijk afwerken van onderhandelingen over diensten, parallel met de onderhandelingen over het goederenverkeer, met de bedoeling dat het onderhandelingsresultaat inzake diensten zo snel mogelijk in werking kan treden.

Sluiting en ondertekening van de overeenkomsten

Op 12 juni 1997 werd tussen de Commissie en de Mexicaanse delegatie overeenstemming bereikt over de teksten van beide akkoorden.

De l'avis des Etats membres toutefois, les résultats des négociations restaient insatisfaisants sur deux points :

- la formulation atténuée de la disposition standard relative aux droits de l'homme allant de pair avec une déclaration mexicaine qui revient en fait à affirmer la primauté de sa constitution nationale et à affaiblir le principe de l'universalité du respect des droits de l'homme;
- l'introduction, à l'article 3 (qui fixe les mécanismes de décision en matière de commerce des biens), d'une disposition de statu quo accordant au Mexique, de manière permanente, des avantages qui sont actuellement d'application dans le cadre du Système des Préférences généralisées.

Finale­ment, ce n'est que le 23 juillet 1997, après que le Mexique ait accepté la clause des droits de l'homme dans son intégralité et que la référence au SPG ait été supprimée, qu'un consensus complet a pu être atteint et que les deux Accords furent paraphés.

Les Accords ainsi que l'Acte final ont été signés en marge du Conseil Affaires générales du 8 décembre 1997.

Caractère mixtes

L'Accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement est, au niveau européen, une question exclusivement communautaire et ne doit donc être ratifié ni par le Parlement fédéral ni par les assemblées des entités fédérées.

Le caractère mixte de l'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération (et de l'Acte final en annexe) a été déterminé par procédure écrite dans le cadre du Groupe de travail Traité mixtes et devra donc être approuvé tant par le Parlement fédéral que par les assemblées des entités fédérées.

Analyse de l'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération et de l'acte final

Les considérants de l'Accord citent l'Accord-cadre du 26 avril 1991 entre la Communauté et le Mexique. Cet Accord-cadre doit être remplacé par le nouvel Accord. Référence est faite, par ailleurs, au respect des droits de l'homme et des principes démocratiques définis dans la Déclaration universelle et dans la Déclaration ministérielle adoptée à Sao Paulo en 1994; à la Déclaration finale du Sommet mondial pour le développement social et à la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement.

De onderhandelingsresultaten werden echter door de Lid-Staten nog op twee punten als onbevredigend bestempeld :

- de afgezwakte formulering van de standaard-formule inzake mensenrechten, gecombineerd met een Mexicaanse verklaring die in feite neerkwam op de affirmatie van de primauteit van de eigen grondwet en op de ontkrachting van het universaliteitsprincipe van de eerbiediging van de mensenrechten;
- de formulering van een stand-still-bepaling in artikel 3 (waarin het besluitvormingsmechanisme van de handel in goederen is vastgelegd), waarbij aan Mexico op permanente wijze voordelen toegekend werden die op dit ogenblik in het kader van het Systeem van Algemene Preferenties van toepassing zijn.

Uiteindelijk is pas op 23 juli 1997, na het aanvaarden door Mexico van de integrale mensenrechten-clausule en de schrapping van de verwijzing naar het APS, een volledige consensus bereikt en werden de beide Overeenkomsten geparafeerd.

De Overeenkomsten evenals de Slotakte werden onder­tekend in de marge van de Raad Algemene Zaken van 8 december 1997.

Gemengd karakter

De Interim-overeenkomst betreffende handel en aanverwante zaken is op Europees vlak een exclusief communautaire aangelegenheid en behoeft dus geen bekrachtiging noch door het federale Parlement noch door de vergaderingen van de gefedereerde entiteiten.

Het gemengd karakter van de Overeenkomst inzake economisch partnerschap, politieke coördinatie en samenwerking (en de aangehechte Slotakte) werd via een schriftelijke procedure in het kader van de Werkgroep Gemengde Verdragen vastgelegd en dient dus zowel door het federale Parlement als door de Parlementaire Vergaderingen van de gefedereerde entiteiten te worden bekrachtigd.

Analyse van de Overeenkomst inzake economisch partnerschap, politieke coördinatie en samenwerking en van de Slotakte

In de consideransen van de Overeenkomst wordt melding van het Kaderakkoord tussen Mexico en de E.G. van 26 april 1991. De bedoeling is dat dit Kaderakkoord vervangen wordt door de nieuwe Overeenkomst. Verder wordt o.m. verwezen naar de eerbiediging van de mensenrechten en democratische beginselen, zoals neergelegd in de Universitaire Verklaring en de Ministeriële Verklaring van Sao Paulo van 1994, de Slotverklaring van de Wereldtop inzake sociale ontwikkeling en de Verklaring van Rio inzake Milieu en Ontwikkeling.

Le Titre I réitère la référence au respect des droits de l'homme et des principes démocratiques qui constitue un élément essentiel de l'Accord (article 1^{er}). Le non-respect peut donc entraîner des sanctions. Il s'agit d'une formule standard que l'Union européenne inscrit dans les accords avec les pays tiers.

La formule atténuée (avec suppression des termes "internes et internationales"), qui avait émergé dans la dernière phase des négociations, n'a pas trouvé grâce aux yeux des Etats membres. Les clauses relatives aux droits de l'homme ne sont pas négociables ; le respect de l'homme n'est pas une règle réservée aux relations internationales, elle vaut aussi pour la politique interne. Dans l'acte final, une déclaration unilatérale du Mexique fait cependant référence, e.a., à la constitution nationale et au principe de non intervention. La Communauté et les Etats membres prennent acte de cette déclaration dans l'Acte final.

L'article 2 cite les trois volets de l'Accord : le dialogue politique, les relations économiques et commerciales et la coopération.

Le Titre II concerne le dialogue politique. Il y est fait référence à la Déclaration commune relative aux objectifs et aux modalités de ce dialogue qui est reprise dans l'Acte final et le fait que cette Déclaration fait partie intégrante de l'Accord y est explicité. Une autre Déclaration commune porte sur le dialogue entre le Parlement européen et le Congrès mexicain.

Le Titre III annonce la perspective d'une zone de libre-échange qui doit s'instaurer par la libéralisation progressive et réciproque des échanges, conformément aux règles de l'OMC, tant pour les biens (article 5) que pour les services (article 6).

L'article 7 dispose que les décisions du Conseil conjoint concernant le commerce des marchandises et celui des services entreront en vigueur "dès qu'elles auront été adoptées". Comme nous l'avons écrit plus haut, la libéralisation des services requiert, quant à elle, la ratification de l'Accord par le Mexique, par la Communauté et par les Etats membres. Une décision relative aux biens pourra par contre entrer en vigueur sur la base de l'accord intérimaire, qui ne requiert pas de ratifications.

Dans une Déclaration commune jointe à l'Acte final, les parties s'engagent cependant à mener simultanément les négociations relatives à la libéralisation du commerce des services, des mouvements de capitaux et des paiements, ainsi qu'aux mesures régissant la propriété intellectuelle, d'une part, et les négociations portant sur les échanges de marchandises, d'autre part, et de veiller à ce que les décisions relatives aux services, aux mouvements de capitaux et aux paiements ainsi qu'à la propriété intellectuelle entrent rapidement en vigueur. Une certaine garantie a donc été incorporée dans la déclaration pour assurer le maintien du caractère global de la libéralisation.

Titel I verwijst andermaal naar de eerbiediging van de mensenrechten en de democratische beginselen, wat een essentieel onderdeel van de Overeenkomst vormt (artikel 1). Niet-eerbiediging kan dus worden gesanctioneerd. Het gaat hier om een standaard-formule die de Unie in akkoorden met derde landen opneemt.

Een afgezwakte formule (schrapping van "binnenlands en buitenlands") zoals die uit de laatste fase van de onderhandelingen naar voor was gekomen, vond geen genade in de ogen van de Lid-Staten. Mensenrechtenclausules zijn niet negociëerbaar en de eerbiediging van mensenrechten is niet alleen een norm in de internationale betrekkingen maar ook in het binnenlands beleid. Wel is er een unilaterale Mexicaanse verklaring in de Slotakte, die o.m. verwijst naar de nationale grondwet en het principe van niet-inmenging. De Gemeenschap en de Lid-Staten nemen acte van deze verklaring in de Slotakte.

Artikel 2 geeft de drie luiken van de Overeenkomst weer : politieke dialoog, handelsbetrekkingen en samenwerking.

Titel II betreft de politieke dialoog. Verwezen wordt naar de Gezamenlijke Verklaring over de doelstellingen en de modaliteiten terzake in de Slotakte, waarbij wel bepaald wordt dat deze Verklaring integrerend deel uitmaakt van de Overeenkomst. Een andere Gezamenlijke Verklaring heeft betrekking op de dialoog tussen het Europees Parlement en het Mexicaanse Congres.

In Titel III wordt de oprichting van een vrijhandelszone in het vooruitzicht gesteld door een geleidelijke en wederzijdse liberalisering van het handelsverkeer, overeenkomstig de bepalingen van de WHO, zowel voor goederen (artikel 5) als voor diensten (artikel 6).

Artikel 7 stelt dat de besluiten van de Gezamenlijke Raad inzake handel in goederen en diensten in werking treden "zodra zij worden goedgekeurd". Zoals hoger aangegeven is voor de liberalisering van diensten de ratificatie van de overeenkomst door Mexico, de Gemeenschap en de Lid-Staten vereist. Een besluit inzake goederen kan daarentegen in werking treden op basis van de interim-overeenkomst waarvoor geen ratificaties zijn vereist.

In een Gemeenschappelijke Verklaring, aangehecht bij de Slotakte, verbinden de partijen zich er echter toe de onderhandelingen over vrijmaking van het dienstenverkeer, kapitaal- en betalingsverkeer evenals de maatregelen inzake intellectuele eigendom enerzijds en de onderhandelingen over het goederenverkeer anderzijds simultaan te laten verlopen, en er over te waken dat de besluiten inzake diensten, kapitaal- en betalingsverkeer en intellectuele eigendom snel in werking treden. Aldus wordt een zekere waarborg ingebouwd voor het behoud van het globale karakter van de liberalisering.

Remarquons que cette Déclaration commune a un statut différent des autres déclarations reprises dans l'Acte final. Son introduction indique d'ailleurs que l'Acte final concerne trois éléments : l'accord global, l'accord intérimaire et ladite Déclaration commune qui doit établir le lien entre les deux accords.

Dans ce contexte, il faut encore citer la décision du Conseil du 24 novembre 1997 relative à l'approbation des accords avec le Mexique. Aux termes d'une déclaration du Conseil et de la Commission incorporée à cette décision, le Conseil adoptera, sur proposition de la Commission, des directives de négociation complémentaires visant à "l'obtention d'un résultat global et réciproque des négociations sur les biens et les services, les marchés publics et les droits de la propriété intellectuelle".

Le Titre IV établit le cadre pour les mesures et le calendrier à adopter par le Conseil conjoint en vue de l'abolition progressive et réciproque des restrictions qui affectent les mouvements de capitaux et les paiements.

Le Titre V traite de l'ouverture progressive et réciproque des marchés publics, des mesures destinées à prévenir les distorsions ou les restrictions de concurrence ainsi que de la protection de la propriété intellectuelle.

Dans une déclaration relative à l'article 11 (concurrence), reprise dans l'Acte final, la Communauté déclare qu'elle se basera, pour évaluer la concurrence ainsi que de la protection de la propriété intellectuelle.

Dans une déclaration relative à l'article 12 (propriété intellectuelle), la Communauté et les Etats membres fournissent une liste, non exhaustive, des conventions internationales qu'ils jugent pertinentes.

Titel VI traite des différentes formes de coopération. Dans certains cas, cette coopération comprend les compétences dévolues, entièrement ou partiellement, aux régions, en vertu de la Loi spéciale du 8 août 1980. Celles-ci ont été marquées par un astérisque.

La coopération qui fait l'objet de l'Accord concerne :

- le dialogue sur la coopération proprement dite ainsi que sur certains aspects macro-économiques (l'article 13); (*)
- la coopération industrielle (*), qui inclut le renforcement des contacts entre les opérateurs économiques (l'article 14);
- la promotion des investissements, corollaire des accords bilatéraux conclu entre le Mexique et les Etats membres (l'article 15); (*)

Te noteren dat deze Gemeenschappelijke Verklaring een ander statuut heeft dan de andere verklaringen in de Slotakte. In de aanhef is immers aangegeven dat de Slotakte betrekking heeft op drie elementen : de globale overeenkomst, de interim-overeenkomst en genoemde Gemeenschappelijke Verklaring, die de band moet leggen tussen de twee overeenkomsten.

In deze context moet bovendien verwezen worden naar het Raadsbesluit van 24 november betreffende de goedkeuring van de overeenkomsten met Mexico. Bij dit besluit is een verklaring opgenomen van de Raad en de Commissie, waarin bevestigd wordt dat de Raad aanvullende onderhandelingsrichtsnoeren, op voorstel van de Commissie, zal dienen goed te keuren, "gebaseerd op de doelstelling dat een algemeen en wederzijds onderhandelingsresultaat over goederen en diensten, overheidsopdrachten en intellectuele eigendomsrechten tot stand moet worden gebracht".

Titel IV vormt een kader voor maatregelen en een tijdschema, vast te stellen door de Gezamenlijke Raad, voor de geleidelijke en wederzijdse opheffing van de beperkingen voor het kapitaal- en betalingsverkeer.

Titel V handelt over het wederzijds en geleidelijk openstellen van de overheidsopdrachten, het voorkomen van beperkingen of verstoringen van de vrije mededinging en bescherming van intellectuele eigendom.

In een verklaring bij artikel 11 (mededinging), opgenomen in de Slotakte, stelt de Gemeenschap dat zij bij de evaluatie van de mededinging zal uitgaan van de criteria bepaald door de Europese wetgeving (artikelen 85, 86 en 92 en het afgeleide recht).

In een verklaring bij artikel 12 (intellectuele eigendom), geven de Gemeenschap en de Lid-Staten een niet-exhaustieve opsomming van de voor hen relevante internationale Conventies.

Titel VI behandelt de verschillende vormen van samenwerking. Een aantal hiervan hebben betrekking op bevoegdheden die op grond van de Bijzondere Wet van 8 augustus 1980 zijn toegewezen (geheel of ten dele) aan de gewesten [hierna aangeduid met (*)].

De samenwerking als voorzien in de Overeenkomst betreft :

- een dialoog over de samenwerking zelf evenals over macro-economische aspecten (artikel 13); (*)
- industriële samenwerking (*) inbegrepen het in contact brengen van economische operatoren (artikel 14);
- bevordering van investeringen, aanvullend aan bilaterale overeenkomsten tussen Mexico en Lid-Staten (artikel 15); (*)

- la coopération dans le secteur des services financiers conformément à l'Accord général sur le commerce des services (GATS) (l'article 16);
- la coopération dans le domaine des PME, en ce compris la promotion de la co-entreprise sur la base de programmes tels qu'ECIP, AL-Invest, BRE et BC-Net (l'article 17); (*)
- les règlements techniques et l'évaluation de la conformité (l'article 18);
- les douanes (l'article 19);
- la société de l'information (l'article 20); (*)
- la coopération dans le secteur agricole et rural (l'article 21);
- les mines (l'article 22);
- l'énergie (l'article 23); (*)
- les transports (l'article 24), tandis que, dans une Déclaration commune, les parties font de surcroît référence aux engagements multilatéraux contractés dans le domaine des transports maritimes, dans le cadre de l'OMC, ainsi qu'aux obligations qui leur incombent en vertu du code de la libération des opérations invisibles courantes de l'OCDE;
- le tourisme (l'article 25);
- les statistiques (l'article 26);
- l'administration publique (l'article 27); (*)
- la lutte contre les stupéfiants, le blanchissement d'argent et les précurseurs chimiques (l'article 28);
- la science et la technologie, qui feront éventuellement l'objet d'un accord séparé (l'article 29); (*)
- la formation et l'éducation (l'article 30);
- la culture (l'article 31);
- le secteur audiovisuel (l'article 32);
- l'information et la communication (l'article 33);
- l'environnement et les ressources naturelles (l'article 34); (*)
- la pêche (l'article 35), tandis que, dans une Déclaration commune, les parties conviennent d'apporter leur soutien à l'adoption, à l'entrée en vigueur et à la mise en vigueur du code international de conduite pour une pêche responsable;
- les affaires sociales et la lutte contre la pauvreté. L'article concerné fait également référence aux droits fondamentaux des populations vulnérables (l'article 36);
- la coopération régionale en Amérique centrale et dans les Caraïbes (l'article 37);
- les problèmes relatifs aux réfugiés (l'article 38);
- les droits de l'homme et la démocratie (l'article 39);
- la protection des consommateurs (l'article 40);
- la protection des données (l'article 41);
- la santé (l'article 42).

Aux termes de l'article 44, les parties libèrent les moyens financiers nécessaires pour cette coopération. Du côté de l'Union, le document de référence à cet égard est la fiche financière transmise le 23 octobre 1995 par la Commission au Conseil, en même temps que le projet de directives de négociation pour cet accord. Il s'agit d'une énumération des lignes budgétaires qui pourraient couvrir la mise en œuvre du volet coopération de l'accord.

- samenwerking inzake financiële dienstverlening overeenkomstig de Algemene Overeenkomst voor de handel in diensten (GATS) (artikel 16);
- KMO's, met inbegrip van het bevorderen van joint-ventures, gebaseerd op de programma's ECP, AL-Invest, BRE en BC-Net (artikel 17); (*)
- technische voorschriften en conformiteitsbeoordeling (artikel 18);
- douane (artikel 19);
- informatie-maatschappij (artikel 20); (*)
- samenwerking op het gebied van landbouw en plattelandsontwikkeling (artikel 21);
- mijnbouw (artikel 22);
- energie (artikel 23); (*)
- vervoer (artikel 24), terwijl in een Gezamenlijke Verklaring de partijen tevens verwijzen naar hun verbintenissen op multilateraal vlak in het kader van de WHO op het vlak van zeevervoer, en naar hun verplichtingen inzake de OESO-code voor de liberalisering van onzichtbare transacties;
- toerisme (artikel 25);
- statistiek (artikel 26);
- openbaar bestuur (artikel 27); (*)
- bestrijding van drugshandel, het witwassen van geld en chemische precursoren (artikel 28);
- wetenschap en technologie, wat mogelijk kan resulteren in een afzonderlijke overeenkomst (artikel 29); (*)
- opleiding en onderwijs (artikel 30);
- cultuur (artikel 31);
- de audiovisuele sector (artikel 32);
- informatie en communicatie (artikel 33);
- milieu en natuurlijke hulpbronnen (artikel 34); (*)
- visserij (artikel 35), terwijl partijen in een Gemeenschappelijke Verklaring overeenkomen steun te geven aan de goedkeuring, inwerkingtreding en naleving van de internationale gedragscode voor een verantwoorde visserij;
- sociale zaken en armoedebestrijding, waar ook verwezen wordt naar de basisrechten van kwetsbare bevolkingsgroepen (artikel 36);
- regionale samenwerking in Midden-Amerika en het Caraïbisch gebied (artikel 37);
- vluchtelingenvraagstukken (artikel 38);
- mensenrechten en democratie (artikel 39);
- consumentenbescherming (artikel 40);
- gegevensbescherming (artikel 41);
- gezondheidszorg (artikel 42).

In artikel 44 stellen partijen de nodige financiële middelen ter beschikking voor deze samenwerking. Voor de Unie dient hier te worden teruggerepen naar het Financieel Memorandum, dat op 23 oktober 1995 door de Commissie is ingediend bij de Raad, samen met de onderhandelingsrichtsnoeren voor deze Overeenkomst. Het betreft een opsomming van de begrotingslijnen die in aanmerking komen voor de uitvoering van het samenwerkingsluit van de Overeenkomst.

Au Titre VII (Cadre institutionnel), est exposé le fonctionnement du Conseil conjoint et de la Commission conjointe. Le Conseil prend des décisions contraignantes dans les cas prévus par l'accord (article 47) et, plus précisément, en matière libéralisation du commerce. Contrairement à ce qui était le cas pour les accords avec le Mercosur et le Chili, il ne sera donc pas nécessaire de conclure un nouvel accord pour la mise en place d'une zone de libre-échange.

Le Titre VIII comprend une série de dispositions finales. L'article 51 traite la protection des données à caractère personnel et autres sur la base des normes internationales pertinentes énumérées dans l'annexe à l'Accord.

L'article 52 constitue une clause de sécurité nationale sur la base de laquelle les parties peuvent prendre les mesures qu'elles estiment indispensables à la défense des intérêts essentiels à leur sécurité.

L'article 54 comporte la clause dite "tax carve out-clause". Etant donné que diverses dispositions de l'Accord peuvent avoir des conséquences pour les impôts directs, une matière qui reste strictement nationale, on a inclus une exception aux termes de laquelle la primauté est donnée aux avantages fiscaux accordés sur la base d'accords visant à éviter la double imposition, d'autres arrangements fiscaux entre les Etats membres et le Mexique, ou de la législation fiscale interne.

L'Article 55 précise que l'Accord affecte des compétences à la fois de la Communauté, des Etats membres et de l'Union (la Communauté et les Etats membres).

L'article 58 prévoit la possibilité pour chacune des parties, si l'une d'elles ne satisfait pas à ses obligations, de prendre des "mesures appropriées", moyennant consultation préalable au sein du Conseil conjoint. Cette procédure de consultation n'est toutefois pas requise dans les "cas d'urgence spéciale", notamment la dénonciation de l'Accord de façon contraire aux règles du droit international ou la violation des "éléments essentiels" de l'Accord visés à l'article 1^{er} (respect des droits de l'homme et des principes démocratiques).

La Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est appelé à donner son assentiment à l'Accord conclu avec le Mexique, en raison des différentes formes d'une éventuelle coopération, sur le plan régional dans les domaines de l'économie, de l'environnement, de l'énergie, de la recherche scientifique.

Comme dans le cas de bien d'autres Accords similaires (la Corée, le Chili, etc.) conclus dans le cadre de l'Union européenne, l'Accord intervenu avec le Mexique peut être considéré comme un premier pas vers une éventuelle coopé-

In Titel VII (Institutioneel kader) wordt de werking van de Gezamenlijke Raad en van de Gemengde Commissie uiteengezet. De Raad neemt bindende beslissingen, in de gevallen opgenoemd in de Overeenkomst (artikel 47), en meer bepaald inzake handelsliberalisering. Er is, in tegenstelling met de akkoorden met Mercosur en Chili, dus geen nieuwe Overeenkomst nodig voor het tot stand brengen van een vrijhandelszone.

Titel VIII bevat een reeks slotbepalingen. Artikel 51 handelt over de bescherming van persoonlijke en andere gegevens, op basis van normen van de relevante internationale rechtsinstrumenten, opgesomd in een bijlage bij de Overeenkomst.

Artikel 52 bevat een clausule inzake nationale veiligheid, hetgeen partijen toestaat maatregelen te nemen op grond van vitale veiligheidsbelangen.

In artikel 54 is een "tax carve out-clause" opgenomen. Aangezien verscheidene schikkingen in de Overeenkomst gevolgen kunnen hebben voor de directe belastingen, wat een strict nationale materie blijft, wordt een exceptie ingebouwd, waarbij primauteit wordt gegeven aan belangvoordelen, toegekend op basis van akkoorden ter vermindering van dubbele belasting, of andere schikkingen tussen de Lid-Staten en Mexico, of andere interne fiscale wetgeving.

Artikel 55 verduidelijkt dat de Overeenkomst bevoegdheden raakt van zowel de Gemeenschap, de Lid-Staten als de Unie (de Gemeenschap en de Lid-Staten).

Artikel 58 laat de mogelijkheid open van "passende maatregelen", indien één der partijen haar verplichtingen niet nakomt, mits een voorafgaande consultatie in de Gezamenlijke Raad. Deze consultatie-procedure is echter niet vereist in "bijzonder dringende gevallen", en met name de verwerping van de Overeenkomst in strijd met het internationaal recht, of de schending van de "essentiële onderdelen" van de Overeenkomst, vermeld in artikel 1 (eerbiediging van de mensenrechten en democratische beginselen).

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad dient haar instemming te betuigen met deze Overeenkomst met Mexico omwille van de boven beschreven vormen van mogelijke samenwerking op het vlak van economie, leefmilieu, energie, wetenschappelijk onderzoek, investeringen, ...

Net zoals dat het geval is met andere soortgelijke akkoorden (Korea, Chili, ...) afgesloten in het kader van de E.U., kan deze Overeenkomst met Mexico aanzien worden als een eerste aanzet voor een mogelijke samenwerking

ration entre les institutions, les entreprises et des particuliers de la Région de Bruxelles-Capitale et ceux au Mexique.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Charles PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,

Jos CHABERT

tussen de instellingen, ondernemingen en individuen uit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Mexico.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Charles PICQUE

De Minister van Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

Jos CHABERT

AVANT-PROJET D'ORDONNANCE

**soumis à l'avis
du Conseil d'Etat**

AVANT-PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :

**l'Accord de partenariat économique,
de coordination politique et
de coopération entre
la Communauté européenne et
ses Etats membres, d'une part,
et les Etats-Unis mexicains, d'autre part,
et à l'Acte final,
faits à Bruxelles le 8 décembre 1997**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition du Membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, compétent pour les Relations extérieures,

Après délibération,

ARRETE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures est chargé de présenter, au nom du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, le projet d'ordonnance dont la teneur suit:

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

L'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis mexicains, d'autre part, et l'Acte final, faits à Bruxelles le 8 décembre 1997, sortiront, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, leur plein et entier effet.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Charles PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,

Jos CHABERT

VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

**onderworpen aan het advies
van de Raad van State**

VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

**de Overeenkomst inzake
economisch partnerschap,
politieke coördinatie en samenwerking tussen de
Europese Gemeenschap en
haar Lid-Staten, enerzijds,
en de Verenigde Mexicaanse Staten, anderzijds, en
met de Slotakte,
opgemaakt te Brussel op 8 december 1997**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Op de voordracht van het Lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor de Externe Betrekkingen,

Na beraadslaging,

BESLUIT

De Minister van Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen wordt gelast, in naam van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst volgt:

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

De Overeenkomst inzake economisch partnerschap, politieke coördinatie en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Verenigde Mexicaanse Staten, anderzijds, en de Slotakte, opgemaakt te Brussel op 8 december 1997, zullen, wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, volkomen uitwerking hebben.

Brussel,

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Charles PICQUE

De Minister van Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

Jos CHABERT

Avis du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 5 mai 1998, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance "portant assentiment à l'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis mexicains, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Bruxelles le 8 décembre 1997", a donné le 20 mai 1998 l'avis suivant:

1. Il convient que la formule de proposition mentionne le titre exact du membre proposant du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.
2. Il convient également que le projet soit proposé, présenté et signé par le ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions, compte tenu de l'article 2 de l'accord, qui prévoit notamment, dans ce contexte, un renforcement des relations économiques et commerciales par la libéralisation du commerce conformément aux règles de l'Organisation mondiale du commerce, tandis que le titre III "Commerce" annonce la perspective d'une zone de libre-échange qui doit s'instaurer par la libéralisation progressive et réciproque des échanges, conformément aux règles de l'Organisation mondiale du commerce, tant pour les biens (article 5) que pour les services (article 6) (voir exposé des motifs, analyse des titres I et III).

La chambre était composée de:

MM.: J. DE BRABANDERE, président de chambre,
 M. VAN DAMME, conseillers d'Etat,
 D. ALBRECHT,
 G. SCHRANS, assesseurs de la section de législation,
 E. WYMEERSCH,
 Mme: A. BECKERS, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. ALBRECHT.

Le rapport a été présenté par M. P. DEPUYDT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. E. VANHERCK, référendaire.

Le Greffier,

A. BECKERS

Le Président,

J. DE BRABANDERE

Advies van de Raad van State

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 5 mei 1998 door de Minister van Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "houdende instemming met de Overeenkomst inzake economisch partnerschap, politieke coördinatie en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Verenigde Mexicaanse Staten, anderzijds, en met de Slotakte, opgemaakt te Brussel op 8 december 1997", heeft op 20 mei 1998 het volgende advies gegeven:

1. In het voordrachtformulier dient het voordragend lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met zijn juiste titel te worden aangehaald.
2. Het ontwerp dient tevens voorgedragen ingediend en ondertekend te worden door de minister bevoegd voor buitenlandse handel, gezien het bepaalde in artikel 2 van de overeenkomst, dat in het kader hiervan onder meer de economische en handelsbetrekkingen worden versterkt door de liberalisering van de handel overeenkomstig de regels van de Wereldhandelsorganisatie, terwijl in titel III "Handel" de oprichting van een vrijhandelszone in het vooruitzicht wordt gesteld door een geleidelijke en wederzijdse liberalisering van het handelsverkeer, overeenkomstig de bepalingen van de Wereldhandelsorganisatie, zowel voor goederen (artikel 5) als voor diensten (artikel 6) (cf. memorie van toelichting, analyse van titels I en III).

De kamer was samengesteld uit:

De heren: J. DE BRABANDERE, kamervoorzitter,
 M. VAN DAMME, staatsraden,
 D. ALBRECHT,
 G. SCHRANS, assessoren van de afdeling wetgeving,
 E. WYMEERSCH,
 Mevrouw: A. BECKERS, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer D. ALBRECHT.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. DEPUYDT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer E. VANHERCK, referendaris.

De Griffier,

A. BECKERS

De Voorzitter,

J. DE BRABANDERE

PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :
l'Accord de partenariat économique,
de coordination politique et
de coopération entre
la Communauté européenne et
ses Etats membres, d'une part,
et les Etats-Unis mexicains, d'autre part,
et à l'Acte final,
faits à Bruxelles le 8 décembre 1997

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition du Membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, compétent pour les Relations extérieures,

Après délibération,

ARRETE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures est chargé de présenter, au nom du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, le projet d'ordonnance dont la teneur suit:

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

L'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis mexicains, d'autre part, et l'Acte final, faits à Bruxelles le 8 décembre 1997, sortiront, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, leur plein et entier effet. (*)

Bruxelles, le 18 juin 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Charles PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,

Jos CHABERT

(*) Le texte intégral de l'Accord peut être consulté au greffe du Conseil.

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :
de Overeenkomst inzake
economisch partnerschap,
politieke coördinatie en samenwerking
tussen de Europese Gemeenschap en
haar Lid-Statens, enerzijds,
en de Verenigde Mexicaanse Staten,
anderzijds, en met de Slotakte,
opgemaakt te Brussel op 8 december 1997

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Op de voordracht van het Lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor de Externe Betrekkingen,

Na beraadslaging,

BESLUIT

De Minister van Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen wordt gelast, in naam van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst volgt:

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

De Overeenkomst inzake economisch partnerschap, politieke coördinatie en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Statens, enerzijds, en de Verenigde Mexicaanse Staten, anderzijds, en de Slotakte, opgemaakt te Brussel op 8 december 1997, zullen, wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, volkomen uitwerking hebben. (*)

Brussel, 18 juni 1998.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Charles PICQUE

De Minister van Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

Jos CHABERT

(*) De volledige tekst van de Overeenkomst kan op de griffie van de Raad geraadpleegd worden.

0798/0890
I.P.M. COLOR PRINTING
(02/218.68.00)